

TRADUCTION

Le 15 février 2008

Par télécopieur : 613-995-5176

L'honorable James M. Flaherty, C.P., M.P.
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Canada
140, rue O'Connor
Ottawa (ONTARIO) K1A 0G5

Monsieur le ministre Flaherty,

Je vous écris pour vous faire part de nos recommandations pour le budget fédéral 2008.

Notre première recommandation est que vous consultiez véritablement et plus ouvertement un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens dans le cadre de l'élaboration des budgets fédéraux. Le budget est l'énoncé le plus important des priorités gouvernementales, et malgré tout, au Canada, il continue d'être élaboré dans le plus grand secret et de façon très exclusive, contrairement à de nombreux autres pays.

Lors de la dernière campagne électorale, dans la *Loi fédérale sur la responsabilité*, et dans le budget de 2006, votre gouvernement s'est engagé à créer un bureau indépendant du directeur parlementaire du budget pour fournir une analyse objective au Parlement. Malheureusement, cela demeure rien de plus qu'une promesse atténuée et non tenue.

Les consultations prébudgétaires organisées par le Comité des finances et votre ministère apportent peu de portée à des consultations ou des commentaires significatifs. La nature des questions et le format à choix multiples utilisé dans les consultations en ligne de votre ministère sont restrictifs et biaisés. La crédibilité de ces processus de consultation est davantage minée lorsque des mesures fiscales budgétaires très importantes sont incluses dans l'énoncé économique de l'automne, annoncé à très court préavis.

Toutes les Canadiennes et tous les Canadiens – et pas uniquement les lobbyistes du milieu des affaires – ont leur mot à dire sur la façon dont le gouvernement fédéral établit ses priorités, perçoit ses revenus, dirige l'économie et finance les services publics.

Lors du récent congrès national du SCFP qui a eu lieu en octobre, nos membres ont débattu et accepté quelques priorités clefs :

- des mesures pour promouvoir des services publics, renforcer nos collectivités et lutter contre la privatisation, y compris les mauvaises ententes commerciales;
- obtenir l'égalité et renforcer le pouvoir de négociation de nos membres;
- atteindre les objectifs écologiques mondiaux du Canada sur le changement climatique et bâtir la solidarité internationale.

.../2

Ces priorités, approuvées par plus de 2 000 personnes déléguées représentant les quelque 550 000 membres du SCFP, représentent la base de nos recommandations pour le budget fédéral. Elles incluent :

Les services éducatifs et de garde à l'enfance. Engager un montant de 1,2 milliard de dollars comme première étape pour assurer les services éducatifs et de garde à l'enfance à tous les enfants de 3 à 5 ans par le biais d'un programme national public sans but lucratif. C'est essentiel pour promouvoir l'égalité, particulièrement pour les femmes, et pour traiter des pressions du marché du travail d'une population vieillissante – et c'est une meilleure solution que d'accroître un programme abusif concernant les travailleurs étrangers temporaires.

L'infrastructure municipale. Engager un plan à long terme pour éliminer le déficit de l'infrastructure municipale en offrant aux municipalités un accès à une source de revenus substantielle et grandissante, comme une cent de la TPS. Le manque de transferts fédéraux et provinciaux adéquats oblige les municipalités à couper dans les services, à retarder des investissements grandement nécessaires et à augmenter les taxes foncières et les frais d'utilisation régressifs. Les revenus provenant de la taxe sur l'essence et autres transferts d'infrastructure sont loin d'être suffisants pour combler le déficit.

La privatisation et les ententes de partenariat public-privé (PPP). Cesser de faire pression sur les provinces et les gouvernements locaux en faveur de la privatisation en éliminant le fonds de 1,25 milliard de dollars pour les PPP, le bureau des PPP et l'obligation de considérer les PPP. Les gouvernements locaux et les provinces ne devraient pas être forcés de conclure des ententes de partenariat public-privé risquées, coûteuses et irresponsables. Il se peut que cette approche aide à subventionner des entreprises privées, mais elle le fait aux dépens du maintien de bons services publics et en augmentant la facture pour les générations futures.

Le renforcement des soins de santé publics. Le système public d'assurance-maladie du Canada est un exemple clair de la façon dont les services publics universels et accessibles peuvent être fournis de façon beaucoup plus équitable et efficace qu'un système privatisé. Malgré ce fait, il continue d'être menacé par la privatisation de nouvelles façons et à une vitesse en croissance constante. Il n'est pas parfait, mais plutôt que d'être miné, le système public doit être renforcé. Une mesure importante dans cette direction serait un programme national d'assurance-médicaments qui fournirait à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens un accès aux médicaments dont elles et ils ont besoin et un programme de soins à domicile pour nos personnes âgées. Cela fournirait également à nos employeurs un avantage compétitif additionnel.

Le soutien en faveur de l'éducation et de la formation. Accroître les transferts pour l'éducation postsecondaire de 1 milliard de dollars afin de réduire les frais de scolarité et d'améliorer l'accès ainsi que les conditions pour les étudiantes, les étudiants et les membres du personnel. Un soutien plus fort en faveur de l'enseignement public et de la formation est nécessaire non seulement pour promouvoir l'égalité et pour améliorer la qualité de vie des gens, mais également pour voir à ce que l'économie canadienne devienne plus productive et innovatrice. Les écoles publiques ont également droit à un plein rabais sur la TPS qu'elles paient et pas seulement à 68 cents pour chaque dollar.

La formation et l'assurance-emploi. Le gouvernement fédéral doit fournir plus de soutien et jouer un rôle national plus actif dans la formation, le développement des compétences, l'alphabétisation et le développement du marché du travail. Le transfert des responsabilités aux provinces n'a pas fonctionné et n'a aucun sens alors que nous développons un marché du travail de plus en plus national. Les entreprises canadiennes investissent moins que la moitié de la moyenne de l'OCDE dans la formation au travail. Les coupures fédérales aux programmes d'alphabétisation, communautaires et de marché du travail étaient déraisonnables et improductives, spécialement lorsque ces types d'investissements ont démontré qu'ils offraient les meilleurs avantages à la main-d'œuvre. Le système d'AE devrait être réformé pour offrir des allocations de formation aux travailleuses et travailleurs ayant un emploi ainsi qu'aux chômeurs et pour accroître les avantages et la couverture pour les travailleuses et travailleurs dans toutes les formes d'emploi.

Les Premières nations et les Canadiennes et Canadiens d'origine autochtone ont été laissés de côté pendant beaucoup trop longtemps. Un financement fédéral adéquat, prévisible et durable doit être fourni pour répondre aux enjeux clés identifiés dans l'Accord de Kelowna : pour les programmes de santé, de logement, d'approvisionnement en eau, d'éducation et de possibilités économiques. Le plafond arbitraire de 2 % pour les augmentations annuelles du financement des services essentiels aux Premières nations doit également être éliminé. Sans soutien adéquat et plus d'investissements, les conditions des Canadiennes et Canadiens d'origine autochtone prendront davantage de retard. Nous serons toutes et tous perdants : socialement, économiquement et culturellement.

Les politiques de développement sectoriel. L'économie canadienne est de plus en plus déséquilibrée et vulnérable. Nous reculons économiquement : nous sommes de plus en plus dépendants de l'exportation des ressources naturelles brutes et, du même coup, épuisés et affaiblis dans notre capacité manufacturière. Ces développements sont liés et ils ont été aggravés par les politiques économiques fédérales. La perte de plus de 300 000 emplois dans le secteur manufacturier et de la transformation, avec un nombre important à venir, a déjà causé beaucoup de difficultés dans de nombreuses collectivités. Votre gouvernement semble s'apercevoir de la gravité de la situation avec l'annonce d'une Fiducie nationale pour le développement communautaire afin d'aider les collectivités vulnérables à s'ajuster. Cette aide est la bienvenue, mais les industries et les collectivités affectées ont besoin de plus. Des stratégies explicites et ciblées pour favoriser la croissance dans les secteurs manufacturier et forestier, l'utilisation de marchés publics stratégiques et de mesures pour ralentir la croissance excessive et nuisible dans le secteur des ressources sont nécessaires.

Le leadership en matière de changement climatique. Nous sommes maintenant dans une situation où le gouvernement fédéral est loin derrière la position de presque la moitié de la population canadienne et la majeure partie du reste du monde sur la question du changement climatique. La crise climatique est étroitement liée à nos problèmes économiques en émergence et, heureusement, les solutions sont liées. Des mesures et un leadership substantiels et détaillés sont nécessaires au niveau fédéral. L'industrie doit faire des réductions importantes : mieux faites en mettant un prix sur la pollution – sans permettre des

douzaines d'échappatoires. Mais cela fait uniquement partie de ce qui est nécessaire. Nous avons besoin d'investissements majeurs dans l'infrastructure environnementale pour assurer une économie plus verte, y compris dans l'infrastructure municipale, le transport en commun, la rénovation des édifices publics, le soutien des services de santé, sociaux et communautaires pour aider avec les conséquences du changement climatique, les règlements environnementaux proactifs et un fonds d'investissement pour des emplois environnementaux, ainsi qu'un fonds de transition juste pour aider l'industrie à innover et les travailleuses et travailleurs à s'ajuster. Les revenus des ventes de droits d'émissions ou des taxes sur les émissions carboniques peuvent facilement payer pour ces investissements grandement nécessaires. Des mesures mal orientées, inefficaces et coûteuses, comme les subventions pour l'éthanol pour faire du carburant avec de la nourriture, devraient être éliminées.

La réduction de la pauvreté, de l'inégalité et de l'insécurité. Au cours des dernières années, le Canada a connu la plus grande augmentation dans l'inégalité depuis la Seconde Guerre mondiale. De façon inquiétante, l'écart salarial entre les hommes et les femmes a en fait augmenté au cours de la dernière année – pour la première fois depuis 2000. L'augmentation de l'inégalité est due en partie aux politiques fiscales qui ont favorisé les gens fortunés et aux politiques économiques, sociales et fiscales qui ont rendu plus vulnérables les familles à plus faible revenu et les familles ayant un revenu de travail. Les conséquences et les politiques du changement climatique peuvent également avoir des conséquences très disproportionnées sur les collectivités à faible revenu et les collectivités vulnérables. Un remboursement de la taxe écologique devrait être introduit pour voir à ce que les familles à faible revenu et à revenu moyen ne soient pas affectées de façon négative. Ces politiques doivent être introduites en même temps qu'une réforme fiscale progressiste et une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. En plus des mesures mentionnées ci-dessus, cela devrait inclure : une hausse du salaire minimum fédéral à au moins 10 \$ l'heure, une augmentation de la prestation fiscale pour enfants à 5 000 \$ par enfant, un programme national de logements public substantiel et abordable et des améliorations aux pensions gouvernementales. Le soutien aux groupes offrant des services et défendant les femmes, les immigrantes et les immigrants, les Canadiennes et les Canadiens d'origine autochtone et autres collectivités marginalisées doit également être rétabli.

Des revenus suffisants pour financer ces mesures peuvent être générés en fermant les échappatoires fiscales, en augmentant les taux d'imposition sur les revenus élevés, en assurant la pleine taxation et l'indexation des gains en capital, des revenus sur les émissions carboniques et le transfert d'une cent de la TPS aux municipalités.

Ces mesures sont non seulement abordables, elles sont également nécessaires. De récents développements aux États-Unis ont fait état des dommages économiques qui résultent des politiques économiques de la déréglementation, des mauvaises ententes commerciales, de la privatisation et des réductions d'impôt coûteuses. Nous souffrons déjà économiquement des conséquences de ces politiques.

La plupart de ces politiques au Canada aggraveront la situation plutôt que de l'améliorer. Des mesures à court terme et déraisonnables pour traiter d'un ralentissement économique ne sont pas nécessaires – encore. Nous avons plutôt besoin d'un changement de direction, un changement qui utilise le leadership fédéral et les investissements publics pour jeter les bases d'un avenir économique plus équilibré, prospère, démocratique et durable pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens.

Veillez agréer mes salutations distinguées.

Le président national du
Syndicat canadien de la fonction publique,

PAUL MOIST

cc: Stéphane Dion, chef du Parti libéral
Jack Layton, chef du Nouveau parti démocratique
Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois
Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada
Claude Généreux, secrétaire-trésorier du Syndicat canadien de la fonction publique